

PRÉPARER LA GUERRE CONTRE LA RUSSIE : RÉALISME GAULLIEN OU ILLUSION FÉDÉRALISTE ?

La souveraineté française face à l'impasse stratégique, économique et populaire de l'Europe

Lionel TOURTIER

Pour le gaulliste et donc souverainiste que je suis, la préparation à un conflit direct avec la Russie relève davantage d'une logique de blocs que d'un réalisme gaullien. L'Europe n'en a ni les moyens matériels ni la volonté populaire. La seule voie est une architecture de sécurité européenne souveraine, inclusive de l'Atlantique à l'Oural.

Introduction — La question que tout citoyen ou responsable économique devrait se poser

Les dirigeants européens, de Bruxelles à Berlin en passant par Paris, répètent à l'envi que la Russie constitue une « menace existentielle » et qu'il faut se préparer à la guerre. Ainsi, Madame Ursula von der Leyen, Messieurs Friedrich Merz et Emmanuel Macron évoquent tour à tour une « force paneuropéenne », un réarmement massif et même un débat sur un « parapluie nucléaire » franco-britannique. Ce discours belliqueux intervient alors que les États-Unis retirent déjà plusieurs milliers de soldats d'Allemagne¹, annoncent le retrait d'un tiers de leurs flottes aériennes et annulent le déploiement de missiles Tomahawk, laissant l'Europe face à ses propres illusions de puissance.

Le règlement sur l'accélération industrielle (IAA) et le Pacte pour une industrie propre (PIC) sont présentés comme les outils d'une Europe enfin autonome. L'effort requis est d'autant plus nécessaire et urgent selon eux que l'Administration Trump entend se désengager rapidement de sa présence militaire en Europe, afin de consacrer ses moyens à la zone Pacifique et à celle de l'Amérique du Sud.

La posture de l'Union Européenne est-elle réaliste ? **Ou s'agit-il d'une illusion atlantiste, doublée d'une tentation fédéraliste qui sacrifie la souveraineté française ?** Telle est la question que chaque citoyen devrait se poser.

De Gaulle enseignait que **la politique étrangère d'un État doit reposer sur une analyse froide des intérêts nationaux et des rapports de force**, non sur l'idéologie. Or, les faits accumulés depuis 1991 — promesses non tenues à Gorbatchev, expansion continue de l'OTAN, propositions russes d'architecture de sécurité collective ignorées, faiblesses industrielles et économiques structurelles de l'UE, fatigue populaire — montrent que la préparation à un conflit direct avec la Russie relève davantage d'une logique de blocs que d'un réalisme gaullien.

Pour tout vrai gaulliste, la France, puissance nucléaire indépendante, n'a aucun intérêt vital à une telle guerre. Seule une **architecture de sécurité européenne souveraine**, inclusive et dialoguée avec la Russie, permettrait de préserver la paix tout en restaurant la souveraineté française. Tel est l'objet de cette analyse, dont les assertions devraient être largement débattues au sein de notre communauté nationale.

¹ Retrait confirmé de 5 000 soldats américains d'Allemagne (l'objectif pouvant atteindre 35.000) et suspension des rotations en Pologne et pays baltes, mai 2026.

I — Les racines du conflit : une dynamique post-Guerre froide mal maîtrisée (1991–2007)

1. Les fausses promesses occidentales à Gorbatchev

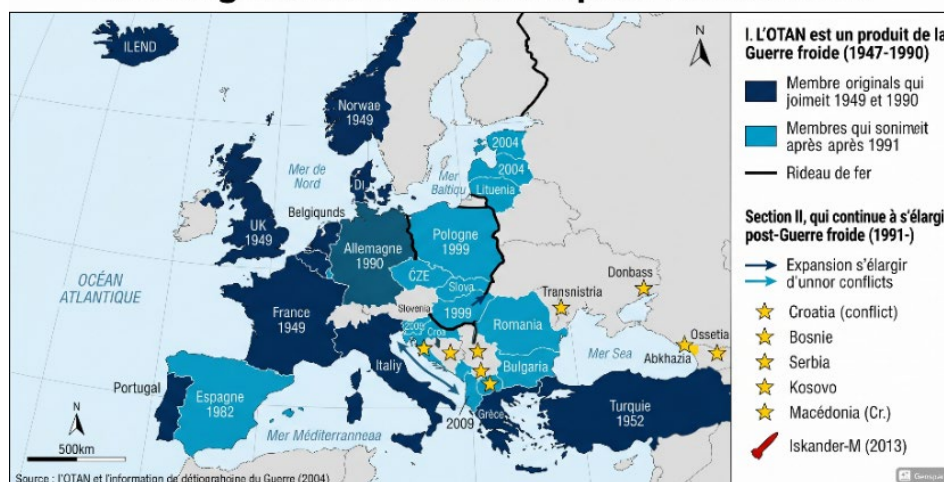
Depuis la réunification allemande, les promesses occidentales de non-extension de l'OTAN — « pas un pouce vers l'est » — ont été systématiquement violées. **C'est un fait aujourd'hui établi**². Et le souligner ne constitue pas une posture favorable au Kremlin.

Dès 1990–1991, les États-Unis et leurs alliés donnèrent à Gorbatchev des assurances claires. Plusieurs sources l'attestent : les témoignages de James Baker, Hans-Dietrich Genscher et Roland Dumas, ainsi que les documents déclassifiés en 2017 par le National Security Archive. L'ambassadeur américain auprès de l'URSS, Jack Matlock, le reconnut dans une interview télévisée diffusée aux États-Unis il y a une trentaine d'années et plus récemment, en avril dernier³.

Ces engagements constituaient la contrepartie du retrait soviétique d'Allemagne de l'Est et de la réunification. Le président Mitterrand manifestait à cet égard une certaine méfiance, même si elle prenait une forme ambiguë face à ses homologues allemands. L'on doit regretter que Gorbatchev n'ait pas imposé la formalisation de cet engagement par un traité en bonne et due forme.

Malgré ces promesses, l'OTAN est passée de 16 à 32 membres entre 1999 et 2024. Les vagues d'élargissement de 1999 (Pologne, Hongrie, République tchèque) et surtout de 2004 (sept pays dont les États baltes) ont brisé unilatéralement l'équilibre post-Guerre froide. L'Acte fondateur OTAN-Russie de 1997 devint ainsi lettre morte⁴. Cet accord de coopération signé à l'Élysées en la présence de Jacques Chirac affirmait clairement que les deux parties ne se considéraient pas comme des adversaires et établissait des mécanismes de consultation et de coopération. L'OTAN s'était engagée à ne pas déployer d'armes nucléaires sur le territoire des nouveaux pays membres.

Les élargissements de l'OTAN post-Guerre froide



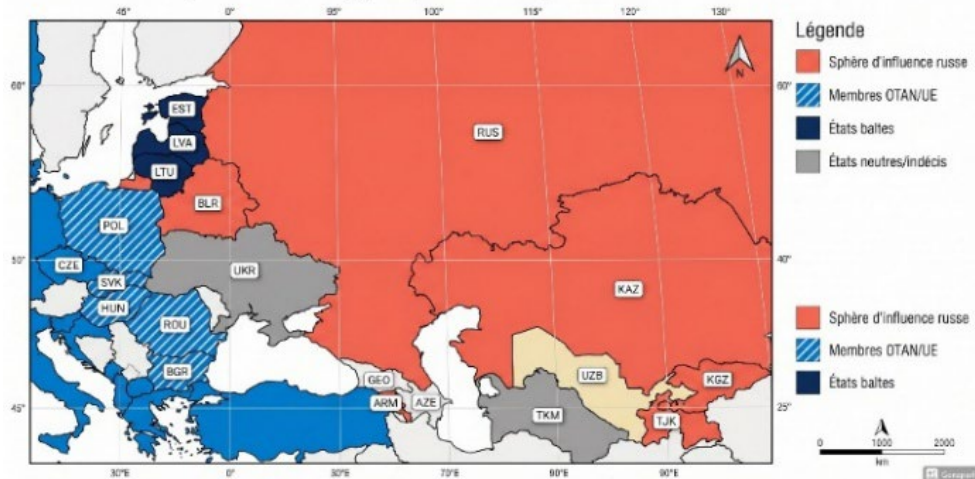
² Lire les travaux du chercheur américain Joshua Itzkowitz Shiffrin, professeur de Relations internationales à l'Université A&M du Texas puis à l'Université de Boston. Il fait également référence aux travaux de l'historienne Mary Elise Sarotte du Centre d'Études européennes à Harvard. Selon les documents déclassifiés provenant des archives américaines, les deux universitaires suggèrent que les responsables politiques américains ont utilisé la diplomatie de la réunification allemande pour renforcer la position des États-Unis en Europe après la Guerre froide.

³ <https://www.youtube.com/watch?v=S2PjA0psZvU>

⁴ Cet accord n'avait pas la force d'un traité. Signé le 27 mai 1997, lors du sommet de l'OTAN à Paris, il constituait cependant une feuille de route pour une éventuelle coopération entre l'OTAN et la Russie et jetait les bases d'une première architecture de sécurité en Europe.

Pour comprendre la perception défavorable de cet élargissement de l'OTAN par la Russie, il faut prendre en considération le concept d'« Étranger proche »⁵ : les pays proches comme l'Ukraine et la Géorgie étaient conçus comme des zones tampons indispensables à la sécurité russe.

Le concept d'Étranger proche pour la Russie



2. La « democracy promotion » américaine et ses ambiguïtés

Les États-Unis ont fait de la « democracy promotion » un pilier central de leur « Grand Strategy » post-Guerre froide, en s'appuyant sur la « democratic peace theory » pour justifier la construction d'une « Pax Americana ».

A travers des institutions comme l'USAID, la NED et des acteurs privés tels que les Open Society Foundations de George Soros⁶, Washington a déployé une politique ambitieuse d'exportation du modèle démocratique, souvent couplée à un élargissement continu de l'OTAN. Des exemples concrets — révolutions de couleur en Géorgie et en Ukraine, intégration des pays d'Europe centrale et orientale — illustrent comment cet idéalisme affiché a servi des objectifs géopolitiques de « containment » de la Russie⁷.

Si cette approche a favorisé la démocratisation réelle de plusieurs États et l'extension de l'espace de liberté en Europe, elle soulève pour tout gaulliste une question fondamentale sur la souveraineté nationale : jusqu'à où une grande puissance peut-elle légitimement intervenir dans les affaires intérieures d'un État au nom de valeurs universelles ?

⁵ Dans les toutes premières années qui ont suivi la dislocation de l'URSS, la Russie a défini ses relations avec « l'étranger proche » comme l'une des priorités de sa politique étrangère. Concrètement, ce terme, que l'on doit au ministre russe A. Kozyrev, recouvre essentiellement les pays de la Communauté des États indépendants (CEI), structure créée dès 1991 pour rassembler les anciennes entités de l'URSS devenues indépendantes.

⁶ Le Parlement européen a refusé le 9 février 2021 d'adopter un amendement pour une totale transparence concernant les lobbies, notamment les liens avec la fondation Open Society de George Soros, dont la mainmise sur la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a été révélée par l'enquête du European Centre for Law and Justice (ECLJ) en février 2020. Les élus LR (sauf M. Bellamy), LREM, Europe Écologie Les Verts, socialistes, et Emmanuel Maurel de la France Insoumise ont voté contre cet amendement...

⁷ Dans chacun des cas suivants, le NED (aux côtés d'autres organisations occidentales) a été impliqué par le biais du financement et du soutien d'acteurs locaux pro-démocratie : Serbie (2000) —renversement de Slobodan Milošević lors de la « révolution du Bulldozer » après des élections contestées. ; Géorgie (2003) — la « révolution des Roses » qui chassa le président Édouard Chevardnadze, accusé de fraude électorale ; Ukraine (2004) — la « révolution Orange » qui annula une élection présidentielle entachée d'irrégularités et écarta temporairement Viktor Ianoukovytch du pouvoir ; Kirghizstan (2005) — la « révolution des Tulipes » qui força le président Askar Akaïev à démissionner.

Cette forme d'ingérence soft, souvent hybride (publique et privée), **ne risque-t-elle pas de saper la légitimité même du système international** qu'elle prétend défendre, en alimentant les accusations de néo-impérialisme et en contribuant à la fragmentation actuelle du monde multipolaire ? La crise ukrainienne de 2026 apparaît, à cet égard, comme le révélateur des limites et des contradictions de cette stratégie américaine.

3. La mémoire collective russe : un facteur structurel trop souvent négligé

Au sein de l'opinion publique russe, l'élargissement de l'OTAN a fait ressurgir des images douloureuses du passé, notamment les invasions polonaise et napoléonienne. **Dans les analyses géopolitiques, il ne faut jamais omettre la mémoire collective**⁸. De fait, l'on ne peut sous-estimer l'importance du «devoir mémoriel» concernant la « Grande Guerre patriotique ». Certes, certains commentateurs et historiens occidentaux⁹ jugent que cette référence sert d'alibi au Kremlin. Il est vrai que les commémorations du 9 mai sont largement médiatisées à des fins politiques. Mais le pathos est bien réel au sein de la société russe, qui ne peut oublier ses quatorze millions de morts (sur les 25 soviétiques¹⁰), en majorité des civils.

Le syndrome est identique en Chine à l'égard des affres de l'invasion japonaise et du drame de Nankin¹¹. Il est d'ailleurs intéressant de noter la « conjonction mémorielle » de la Seconde Guerre mondiale entre la Russie et la Chine — une donnée structurelle du renforcement de leurs relations. Il n'y a pas d'équivalent en Occident, notamment parce que les pertes des Alliés ont été infiniment moindres : moins d'un million pour l'ensemble États-Unis, Grande-Bretagne et France.

Note : Sacralisation de la « Grande Guerre patriotique » pour les uns ; instrumentalisation sous forme d'alibi pour les autres — chacun jugera. Mais ce sont des données socio-culturelles réelles qui exercent une forte influence sur les processus de décision.

4. Brzezinski, le complexe militaro-industriel et l'instrumentalisation de l'Islam

Dans son livre « Le Grand Échiquier » (1997), Zbigniew Brzezinski posa explicitement l'Ukraine comme « pivot géopolitique » de l'Eurasie. Sa conviction était que contrôler ce pays empêchait la Russie de redevenir une grande puissance : « *Pour l'Amérique, l'enjeu géopolitique principal est l'Eurasie. Depuis cinq siècles, les puissances et les peuples du continent qui rivalisent pour la domination régionale et la suprématie globale ont dominé les relations internationales. Aujourd'hui c'est une puissance extérieure qui prévaut en Eurasie et sa primauté globale dépend étroitement de sa capacité à conserver cette position.* »

Pour comprendre la suite, rappelons qu'en 1949, l'Union soviétique fit exploser sa première bombe atomique, ce qui déclencha réellement la « Guerre froide » et l'intérêt des Américains pour l'Ukraine. Dès le début des années 50, les Américains engagèrent des opérations de déstabilisation de l'Empire

⁸ La conscience collective est une notion de sociologie et de psychologie qui se rapporte aux croyances, comportements et objets mentaux partagés par les membres d'une collectivité. La conscience collective fonctionne comme une force séparée par rapport à la conscience individuelle, qu'elle domine généralement.

⁹ L'article « *Grande Guerre patriotique* » de Sarah Gruszka (Sorbonne Université / Eur'Orbem) est une réflexion intéressante à cet égard.

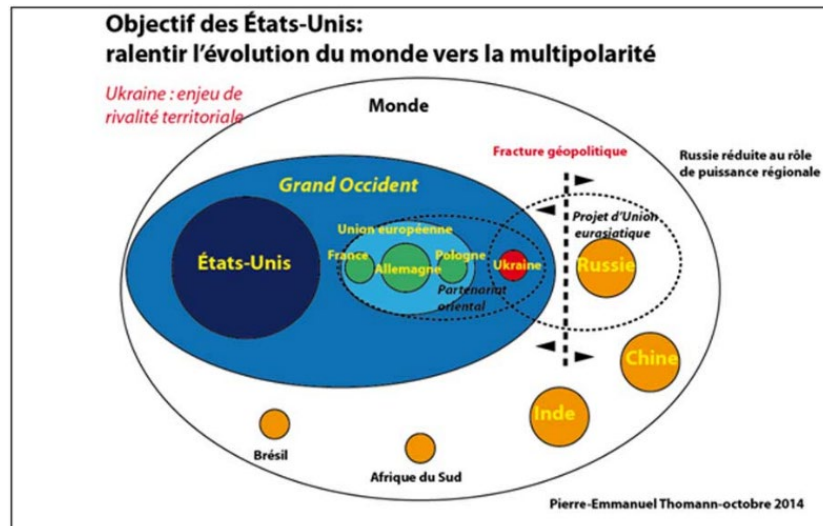
¹⁰ Soulignons que les 25 millions de soviétiques morts se répartissent principalement par nationalité en Russie : 14 millions (13 % de la population de 1940) – 7 M de soldats, 7 M de civils ; Ukraine : 7 millions (16 %) – 1,7 M de soldats, 5,3 M de civils (NB. Il s'agit surtout des civils Ukrainiens du Centre et de l'Est, hors Galicie – sauf pour les Juifs) ; Biélorussie : 2,3 millions (25 %) – 0,6 M de soldats, 1,7 M de civils. Par comparaison, les États-Unis ont perdu un peu moins de 420.000 militaires, dont 230.000 sur le front du Pacifique.

¹¹ Le 9 octobre 2015, la Chine a obtenu l'inscription de documents relatifs au massacre de Nankin au registre de la mémoire du monde de l'UNESCO. Le 3 septembre a été désigné en Chine comme « Journée de la victoire », en commémoration de la signature de l'instrument de capitulation du Japon le 2 septembre 1945.

¹¹ <https://www.eurocontinent.eu/lukraine-et-la-strategie-geopolitique-des-etatsunis/>

soviétique¹², notamment via le soutien aux nationalités non russes (Ukrainiens, Baltes, Caucasiens). C'est la conséquence directe du document clé adopté sous Truman, le NSC-68 — document dont un des effets directs fut la création du complexe militaro-industriel américain¹³. D'ailleurs, le dernier discours du président Eisenhower (17 janvier 1961) visait à alerter ses compatriotes face à « *toute influence injustifiée exercée par le complexe militaro-industriel* ».

La stratégie suivie par les Etats-Unis fut de maintenir leur hégémonie par tous les moyens, ou, si l'on veut, de ralentir le plus possible l'évolution du monde vers la multipolarité à laquelle nous assistons aujourd'hui, notamment avec l'émergence des BRICS.



Brzezinski mentionnait également dans son livre **l'instrumentalisation de l'Islam** pour opérer des déstabilisations servant l'objectif d'affaiblir la Russie. Ainsi, le 3 juillet 1979, le président Carter signa la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime prosoviétique de Kaboul¹⁴. La CIA orchestra ensuite l'opération « Cyclone » pour armer et financer les moudjahidines afghans. Comme l'attestent les propos de Brzezinski, l'objectif était d'attirer les Russes dans le piège afghan : « *Nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam.* » De fait, Moscou envahit le pays en décembre 1979 et fut contraint de mener pendant presque dix ans une guerre très difficile et déstabilisatrice¹⁵.

Note : L'instrumentalisation de l'Islam par les services de renseignements occidentaux est sujet à beaucoup de controverses. Il faut rester prudent sur la part du faux et du vrai. Toutefois, certaines opérations ont été mises à jour : Human Rights Watch a publié le 21 juillet 2014 un rapport

¹² Les Américains utilisèrent très tôt d'anciens officiers nazis pour mener des actions en URSS. Reinhard Gehlen fut l'un deux, en signant un « gentleman agreement » avec le général Edwin L. Sibert. Voir D'Abzac-Epezy Claude : « *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953* » - Bruxelles - Éditions Complexe 1999.

¹³ <https://history.state.gov/milestones/1945-1952/NSC68>

¹⁴ C'est dans les années 1960 que naît l'un des premiers mouvements politiques faisant référence à l'Islam, l'Organisation des jeunes musulmans, active à l'université de Kaboul, mais peu influente à cette période. Elle est consolidée dès 1973, et son conseil intègre une majorité de ceux qui joueront un rôle important après la prise de pouvoir des communistes et l'invasion soviétique en 1979. Source Firouzeh Nahavandi : « *De l'instrumentalisation de l'Islam à la lutte pour l'interprétation du djihad* ».

¹⁵ ¹⁵ A la question de savoir s'il ne regrettrait pas d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, et d'avoir donné des armes, des conseils à de futurs terroristes, Brzezinski répondit : « *Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ?* » - Le Monde diplomatique de septembre 2021.

démontrant que, depuis les attentats du 11 septembre 2001, le FBI a poussé des Américains de confession musulmane à commettre des tentatives d'attentats.

5. Les néoconservateurs et le discours de Munich (2007) : le point de rupture

La dégradation des relations entre la Russie et les États-Unis s'accéléra avec le poids des néoconservateurs américains sous la présidence de Georges W. Bush (2001–2009) : Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Dick Cheney et sa disciple Victoria Nuland. Avec leur messianisme interventionniste, ils orchestrèrent une série de guerres portant une responsabilité accablante dans la destruction du Moyen-Orient et l'exacerbation de l'antagonisme chiites/sunnites.

Du côté russe, la guerre du Kosovo, l'installation de bases américaines en Europe de l'Est et le projet de bouclier antimissile furent perçus à Moscou comme une menace directe, renforçant le sentiment d'un encerclement systématique.

Le discours de Poutine à la Conférence de Munich en 2007 joua le rôle d'avertissement : il dénonça l'«**unipolarisme** » et réclama une sécurité « *indivisible* ». La Russie y proposa explicitement une architecture de sécurité européenne inclusive. L'Occident ne répondit pas — ce fut le point de rupture public. Malgré tout, en 2009, le traité Medvedev proposa un accord paneuropéen de sécurité collective. En 2021, la Russie renouvela ses demandes : neutralité ukrainienne, non-expansion de l'OTAN, respect des lignes rouges.

Ces propositions n'étaient pas des ultimatums mais une offre réaliste de sortie d'une crise larvée. Le projet du Kremlin correspondait exactement à la vision gaullienne d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural », fondée sur le dialogue entre nations souveraines et non sur l'encerclement. Or, l'Occident choisit alors la logique de blocs, dénoncée en son temps par de Gaulle. La vassalisation progressive de l'Europe à l'OTAN contredit l'indépendance nationale qu'il défendait et expose maintenant le peuple français à une confrontation qu'il n'a pas choisie.

Aujourd'hui, cette logique de blocs atteint ses limites : ainsi que nous l'avons mentionné, les États-Unis réduisent leur présence militaire en Europe¹⁶, forçant les Européens à assumer seuls une confrontation qu'ils ne peuvent gagner.

6. Maïdan 2014 et les accords de Minsk sabotés : le point de non-retour

Maïdan 2014 marque clairement le point de non-retour : les documents disponibles — appel téléphonique enregistré de Pyatt-Nuland, rôle de la NED, les 5 milliards de dollars d'investissement américain selon Victoria Nuland elle-même — montrent une opération de changement de régime organisée par les États-Unis¹⁷. C'est plus qu'une opération de « *democracy promotion* ». Là encore, c'est un fait de plus en plus avéré¹⁸, même si cela suscite encore des débats.

¹⁶ Annulation du déploiement de missiles à longue portée en Allemagne et retrait partiel des troupes, printemps 2026

¹⁷ Cela n'est pas sans rappeler l'objectif de changement de gouvernement iranien dans la guerre déclenchée le 28 février 2026 avec 40 dirigeants tués.

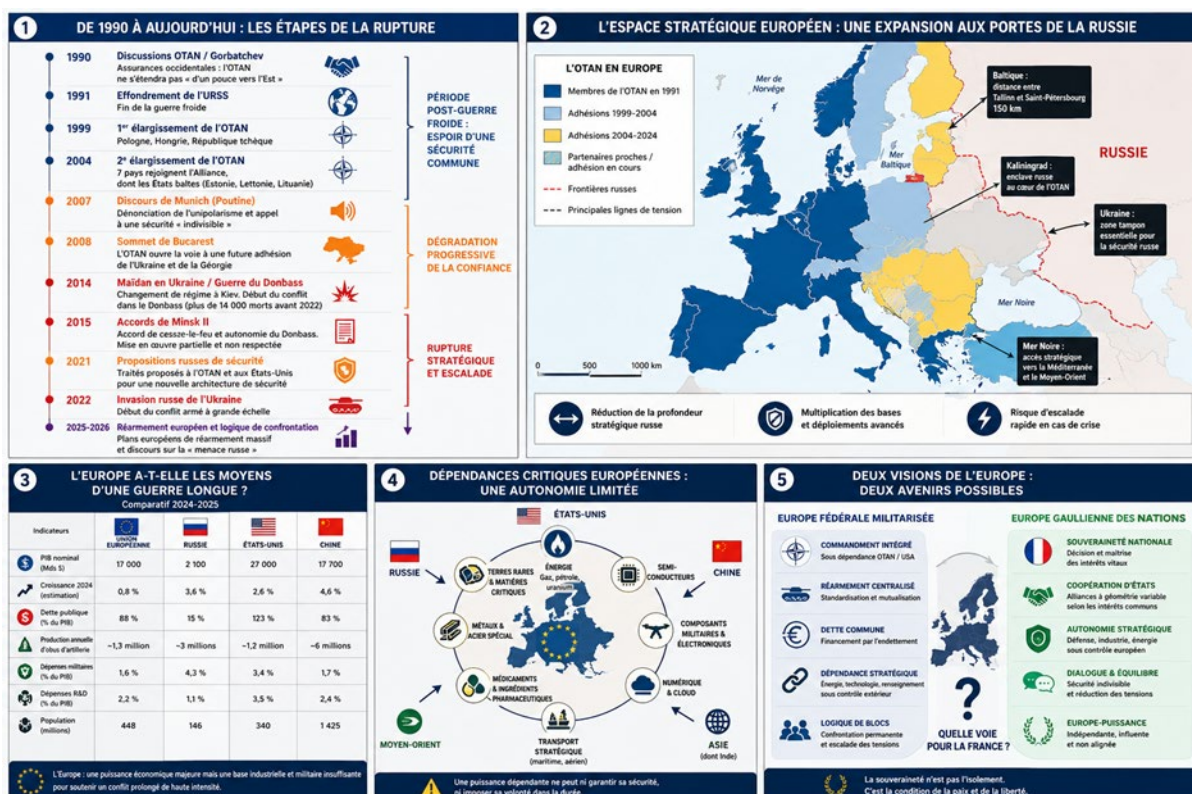
¹⁸ Bien que la question suscite encore des débats, notamment juridiques concernant la légalité de la procédure de destitution du président Viktor Ianoukovitch, Victoria Nuland a admis (devant le National Press Club, Washington DC.) le 13 décembre 2013 que les États-Unis avaient investi en Ukraine 5 milliards de \$ depuis 1991. Par ailleurs, Le 20 novembre 2013, soit quelques jours avant le début des manifestations d'EuroMaidan, le député Oleg Tsarov, alors élu du « Parti des régions », dénonçait au Parlement ukrainien la préparation par les États-Unis d'une guerre civile en Ukraine, avec l'appui de prétendues « ONG » organisant un coup d'État depuis l'intérieur de l'ambassade américaine à Kiev. L'enregistrement vidéo de cette séance au Parlement est encore disponible. Il fut ensuite recherché par les autorités ukrainiennes pour séparatisme. Il subit une tentative d'assassinat la nuit du 26 au 27 octobre 2023.

Néanmoins, les informations recueillies montrent une forte implantation américaine dans le pays : ainsi, le « New York Times » en date du 25 février 2024 révéla que la CIA avait implanté 12 bases dans le pays depuis 2016. Pour quelles raisons ? Et très récemment, la directrice du renseignement national américain Tulsi Gabbard a ordonné l'ouverture d'une enquête sur les bio-laboratoires financés par Washington pendant des décennies. On en dénombre plus de 120 dans différents pays du monde, dont une quarantaine en Ukraine, soit plus du tiers ! Pour quelles raisons également ?

Devant l'épreuve de force, le Donbass, majoritairement russophone, entra en insurrection contre un pouvoir jugé illégitime par une partie de sa population, transformant le conflit en guerre civile/hybride dès 2014, avec plus de 14.000 morts avant 2022 (ONU/OSCE). L'on aurait pu éviter le pire. Mais les accords de Minsk I et II furent sabotés des deux côtés. L'Occident refusa toute garantie de neutralité ukrainienne et poursuivit l'armement et l'intégration de Kiev dans les structures OTAN — comme l'attestent les propos d'Angela Merkel¹⁹ et François Hollande. L'autonomie promise au Donbass fut abandonnée.

Une France fidèle à l'héritage gaullois aurait dû exiger dès 2014 une conférence de paix européenne, plutôt que de suivre aveuglément la logique atlantiste. La souveraineté et la neutralité ukrainienne auraient pu constituer la base d'une solution durable.

Sans nier la responsabilité russe dans l'agression de février 2022, ces faits historiques doivent permettre de comprendre les racines du mal. Et peut-être d'éviter l'imminence d'une troisième guerre mondiale. Ce qui nous amène à la question suivante : **pourquoi l'Europe s'oriente-t-elle précisément vers la guerre contre la Russie ? Ce pays nous menace-t-il réellement ?**



¹⁹ Dans un entretien à l'hebdomadaire Die Zeit le 7 décembre 2022, l'ancienne chancelière Angela Merkel a donné une interprétation très personnelle des accords de Minsk conclus en 2014-2015 pour mettre fin à la guerre du Donbass.

II — Une guerre que l'Europe ne peut pas gagner : les réalités militaires, économiques et populaires

1. Le facteur fédéraliste : l'hypothèse d'une guerre instrumentalisée

Si les États-Unis se désengagent (« less America » — CSIS, octobre 2025), faisons l'hypothèse que la motivation d'entrer en conflit avec la Russie n'est plus la vassalisation à l'Amérique, mais la tentation de certains dirigeants européens de forcer le fédéralisme via un conflit « européen ». Au moins, étudions cette possibilité.

L'évolution du conflit sur le terrain ukrainien est devenue un sujet de préoccupation majeur au sein de plusieurs gouvernements européens. Non seulement l'effondrement de l'Ukraine en cours déstabilise le narratif entretenu depuis plusieurs années, mais l'arrêt des hostilités imposé par la Russie la positionnerait de facto comme première puissance européenne. Car au-delà d'un échec sérieux de l'UE et de l'OTAN, c'est le risque d'une désagrégation de la communauté européenne qui est en jeu.

Aussi, la coalition France-Allemagne-Pologne-Royaume-Uni plus Pays baltes voit dans la guerre le levier ultime pour accélérer l'intégration et sauver ce qu'il est possible de sauver du projet européen : commandement intégré, IAA/PIC²⁰, partage nucléaire. Le déclin économique engagé en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, et dans une moindre mesure en Italie, oblige d'aller vite, d'autant que les répercussions du conflit entre les États-Unis et l'Iran sont très dommageables à l'Europe communautaire. Cette instrumentalisation de la guerre pour forcer le fédéralisme se heurte à une réalité brutale : sans les États-Unis, l'Europe n'a ni les moyens ni la volonté populaire d'aller jusqu'au bout.

Si elle se concrétisait, **cette démarche transformerait la France en fer de lance d'un fédéralisme imposé par la guerre**, au mépris de sa souveraineté et de son modèle national. De Gaulle n'aurait jamais accepté que Paris devienne le moteur d'une Europe supranationale construite sur le conflit.

Aucune consultation populaire n'est évidemment organisée sur un choix aussi important via un référendum. Pire : intégré à l'actualisation de la loi de programmation militaire 2024–2030, il est créé un régime d'« **état d'alerte de sécurité nationale** » qui autorise des dispositifs exceptionnels et des procédures allégées. L'article 21 précise qu'il s'agit « *d'un nouveau régime de défense et de sécurité nationale, activable sur tout ou partie du territoire national par décret en Conseil des ministres* » en cas de menace grave et actuelle. En d'autres termes, l'Assemblée nationale n'aurait pas son mot à dire — et le risque de guerre hybride mis en avant pour justifier ce régime d'exception n'est nullement étayé par des faits.

Ce dernier point doit être relié à une déclaration du Président Macron le 16 janvier dernier lors de ses vœux aux armées. Selon les propos tenus, les deux tiers des capacités de Kiev en matière de renseignement militaires sont fournis par la France. En d'autres termes, les frappes de drones ukrainiens en Russie seraient donc aujourd'hui largement planifiées avec le concours des militaires français. L'on voudrait provoquer la Russie que l'on ne s'y prendrait pas mieux.

2. Les moyens économiques sont très insuffisants

²⁰ IAA – Règlement sur l'Accélération Industrielle (Industrial Acceleration Act) - PIC – Pacte pour une Industrie Propre (Clean Industry Pact) - Elsa – Projet de missiles longue portée européen. Ces trois initiatives (IAA, PIC, Elsa) forment le cœur de la réponse européenne actuelle aux lacunes industrielles et de défense mises en évidence par les rapports CSIS : elles visent à créer une autonomie plus forte, mais restent lentes à mettre en œuvre et confrontées à des contraintes budgétaires, technologiques et géopolitiques importantes.

Une guerre implique beaucoup d'argent et des arbitrages. L'histoire nous enseigne que les pays qui se sont endettés pour financer leurs opérations militaires l'ont souvent payé très cher ensuite — à l'image de la Grande-Bretagne après 1918.

Or, l'UE est confrontée d'ores et déjà à une crise structurelle profonde : croissance anémique (autour de 1 % en 2025–2026), endettement massif (France 112 % du PIB, Italie 140 %, moyenne UE 90 %), chômage persistant et perte de pouvoir d'achat. La crise iranienne va aggraver la stagflation déjà en cours dans certains pays : flambée des hydrocarbures et des matériaux stratégiques. Prévision confirmée par le commissaire européen chargé des affaires économiques, Valdis Dombrovskis, dès le 9 avril : « L'économie européenne reste exposée au risque d'un choc stagflationniste. » Des perturbations plus importantes pourraient réduire le PIB de l'Union de 0,6 point de pourcentage et faire grimper les prix de 1,5 point de pourcentage en 2026 et 2027.

3. Les capacités militaires réelles font également défaut

L'industrie européenne de défense est exsangue. Les stocks de munitions sont épuisés, la disponibilité opérationnelle de la Bundeswehr reste dramatiquement faible, et l'Europe dépend encore massivement de la Chine pour les terres rares. Pire : les exercices nucléaires russes d'envergure de mai 2026 ont rappelé l'asymétrie stratégique majeure dont dispose Moscou²¹.

Soyons encore plus précis. L'industrie de défense est au plus bas. Ainsi que le soulignait le colonel (retraité) Sergueï Khatylev, ancien chef des troupes de missiles antiaériens russes : « *Aujourd'hui l'Allemagne possède trois avions et quatre chars.* » Cette formule choc est bien sûr caricaturale : elle vise à illustrer l'ampleur du déclin du potentiel militaire conventionnel européen après trois décennies de désarmement massif et de « dividendes de la paix ». Si l'Allemagne dispose bien sur le papier de plusieurs dizaines d'avions de combat et de quelques centaines de chars Leopard 2, la disponibilité opérationnelle réelle de la Bundeswehr reste très faible — constat récurrent dans les rapports allemands et occidentaux.

Parallèlement, les stocks de munitions européens ont été largement épuisés par le soutien prolongé à l'Ukraine. Les projets IAA/PIC et Elsa (missiles longue portée) ne seront pas matures avant le milieu des années 2030. L'Europe dépend à plus de 80 - 90 % de la Chine pour les terres rares, indispensables à l'électronique de défense et aux batteries. Concernant l'aéronautique, les besoins en titane sont importants et la Russie en est un des premiers fournisseurs²².

Sans les États-Unis, la logistique s'effondre : carburant, transport stratégique, commandement. Le recentrage américain sur l'Indopacifique vide l'OTAN de ses moyens européens. La Russie, soutenue par la Chine, démontre une résilience supérieure : économie de guerre, production d'artillerie multipliée, PIB positif malgré les sanctions — comme l'affirme le CSIS.

4. L'asymétrie nucléaire : le facteur décisif occulté

Puisque la France et la Grande-Bretagne ont fait état d'un « parapluie nucléaire » franco-britannique, abordons précisément ce point, qui demeure largement absent des communications officielles. Les états-majors européens savent, en privé, que la Russie dispose d'une supériorité opérationnelle en

²¹ Cf. les exercices russo-biélorusses fin mai 2026 impliquant 64.000 hommes, missiles hypersoniques et armes nucléaires tactiques.

²² Les ailes d'un Rafale sont faites de titane, d'aluminium, de cuivre, de manganèse... Son moteur contient du nickel, du cobalt, du molybdène, du tantale, du tungstène, entre autres. Dans ses systèmes électro-optiques, on trouve notamment du néodyme et de l'yttrium, deux minerais qui font partie de la famille des « terres rares », produites presque exclusivement par la Chine.

armes nucléaires tactiques et en capacité d'escalade contrôlée²³. Pourtant, le discours politique reste dans le déni.

La France dispose d'environ 290 ogives et le Royaume-Uni d'environ 225, **entièrement stratégiques** (sous-marins et missiles air-sol ASMP-A, considérés comme « ultime avertissement »). Ni Paris ni Londres ne possèdent aujourd'hui de capacité nucléaire **tactique** terrestre ou à faible rendement pour le champ de bataille.

La Russie, à l'inverse, aligne plus de **4 .400 ogives** en stock militaire, dont **environ 1.500 à 2.000 non-stratégiques / tactiques** (Iskander-M : portée 400–500 km, précision métrique, double capacité conventionnelle ou nucléaire faible rendement). Sa doctrine actualisée en 2024 abaisse explicitement le seuil d'emploi : usage envisageable en cas d'agression conventionnelle créant une « menace critique » à la souveraineté, de lancement massif de moyens aérospatiaux ou d'attaque par un État non-nucléaire soutenu par une puissance nucléaire. Cela lui confère un avantage opérationnel majeur : la capacité d'**escalade graduée et contrôlée** sur le théâtre européen.

Elle peut théoriquement employer une arme nucléaire tactique pour briser une ligne de défense ou un nœud logistique sans nécessairement déclencher une riposte stratégique massive. Le missile stratégique RS-28 Sarmat (testé avec succès le 12 mai 2026) renforce encore la composante stratégique.

Cette donnée tactique nucléaire n'est tout simplement pas intégrée dans les scénarios de conflit à horizon 2027–2030 des planificateurs français (LPM 2024–2030), européens ou otaniens. Comme l'a souligné l'expert américain Scott Ritter : « L'Europe risque de ne pas avoir la possibilité de répondre à cette escalade par une escalade similaire. » En résumé, l'Europe se prépare à un conflit dont elle sous-estime gravement une des dimensions les plus dangereuses.

5. Le manque d'adhésion populaire pour la guerre

Disons-le clairement : l'adhésion populaire à la guerre est extrêmement faible. Les sondages européens récents (Eurobaromètre, IFOP, 2025–2026) montrent une adhésion faible, voire minoritaire, à la conscription chez les jeunes (moins de 40 % en France, encore plus bas en Allemagne et en Italie).

La « guerre du narratif » n'a pas suffi à créer un consensus durable. Briser le modèle social pour financer le réarmement massif (comme en Allemagne avec la Zeitenwende ou en France avec la hausse du budget défense) risque de détruire la cohésion nationale déjà fragilisée par l'inflation, la dette publique et la stagnation du pouvoir d'achat. Mourir pour des frontières baltes ou polonaises n'est pas perçu comme un intérêt vital par la majorité des Français ou des Européens. La Russie, à l'inverse, bénéficie encore d'une cohésion mémorielle forte, ancrée dans le souvenir de la Grande Guerre patriotique, ce qui lui confère une résilience sociétale supérieure dans une guerre d'usure.

Face à cette atonie, l'OTAN a échoué à reconquérir l'opinion : « war fatigue », fossé élites/citoyens, échec des campagnes culturelles. Certains pays (Hongrie, Slovaquie, voire Italie ou Espagne) ont déjà déclaré qu'ils s'abstiendraient. De Gaulle savait que la souveraineté repose sur le consentement populaire et l'indépendance économique : la France ne peut sacrifier son modèle social pour une guerre sans soutien populaire.

Les états-majors européens mesurent mieux que leurs dirigeants politiques la supériorité russe actuelle et la colère croissante de la société russe face aux frappes ukrainiennes profondes²⁴. Ils savent

²³ Doctrine russe 2024 et exercices de mai 2026.

²⁴ Analyses des services de renseignement européens, mai 2026

que la probabilité d'une réponse russe directe sur des sites industriels européens augmente rapidement. L'annonce russe faite le 26 mai aux missions diplomatiques de quitter Kiev en témoigne²⁵.

6. Scénarios de guerre : les coûts documentés

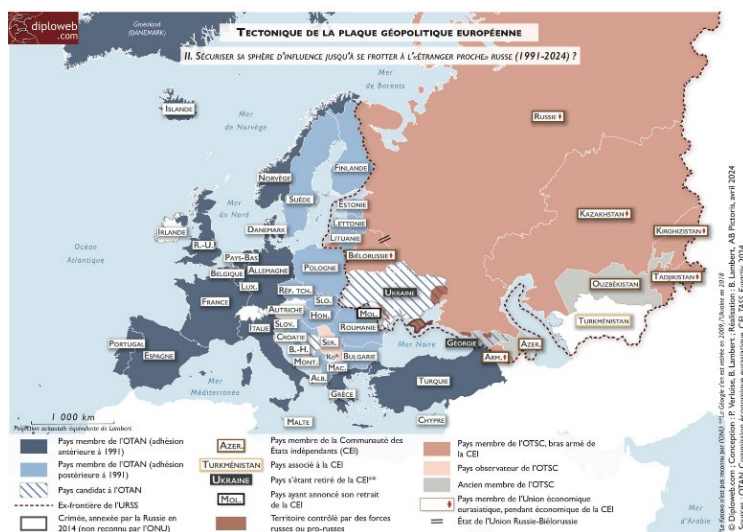
Poussons les scénarios. Si un conflit était lancé, il le serait essentiellement par le noyau fédéraliste déjà mentionné (France-Allemagne-Royaume-Uni-Pologne + États baltes). Les simulations les plus réalistes tendent à montrer que le champ d'opération resterait limité au « flanc Est » de l'Europe (Baltes, Pologne, Ukraine). Dans ce cadre, les conséquences seraient extrêmement graves.

La Pologne a récemment établi trois scénarios dans un rapport intitulé « Le coût économique de la guerre pour la Pologne », présenté le 6 mai lors du congrès « Defence24 Days » à Varsovie :

- Scénario modéré (frappes ciblées, conflit court) : **le PIB réel du pays chuterait de plus de 11%, l'inflation atteindrait 80 % et la dette publique représenterait 85 % du PIB.**
- Scénario intermédiaire (invasion et occupation du nord-est) : **baisse de près de 30 % du PIB, hausse de 160 % de l'inflation, déplacement d'environ 2 millions de personnes. Rappelons qu'en 1940, l'exode en France avait déplacé entre 8 et 10 millions de personnes — une catastrophe et un traumatisme national qui conforta l'esprit de défaite.**
- Scénario de guerre totale (invasion depuis trois directions) : **PIB en chute de 55 %, inflation à 850 %, chômage dépassant 43 % dans les territoires non occupés, déstabilisation monétaire complète.**

Qui peut souhaiter ce type de conséquences ? Malgré une armée de 250 000 militaires d'active et 350.000 réservistes — plus que l'armée française — la Pologne ne résisterait pas. Leurs responsables militaires le savent, mais l'illusion de puissance prédomine pour maintenir un narratif auprès de l'opinion publique.

Quant à la France, voir des chars russes défiler avenue des Champs-Élysées confine à l'absurde. Que ceux qui y croient examinent attentivement une carte géographique. Le site Diploweb.com en a élaboré une qui démontre la très grande difficulté que des forces russes auraient à traverser les pays européens. Il faudrait en outre mobiliser plusieurs millions de soldats — rappelons que pour envahir la Pologne en 1939, la Wehrmacht avait mobilisé un million et demi de soldats pour cette seule campagne.



²⁵ Les Echos : « Moscou appelle étrangers et diplomates à quitter Kiev avant de nouvelles frappes russes »

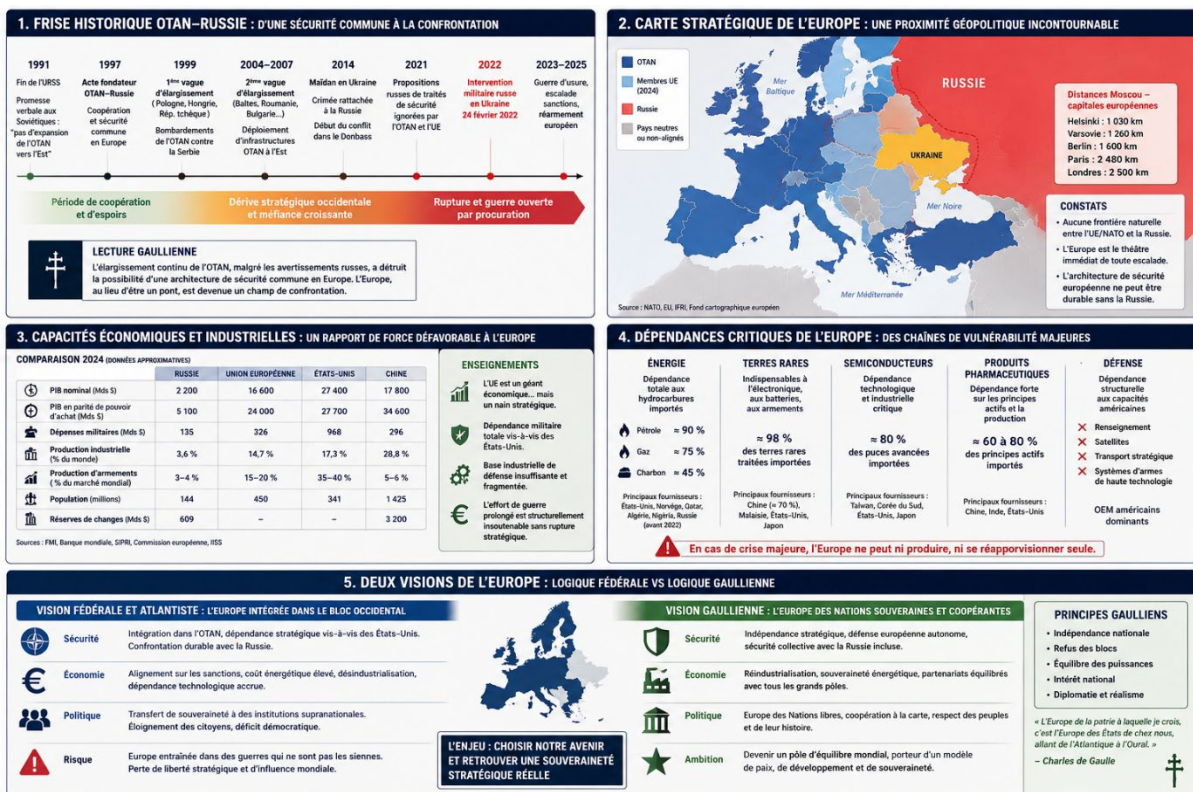
7. Le biais cognitif du narratif dominant

La ligne éditoriale dominante des grands médias mainstream français et des cercles stratégiques atlantistes ancre depuis 2022 une thèse selon laquelle la Russie aurait déjà perdu la guerre sur le plan stratégique, quelle que soit l'issue militaire. Cette grille de lecture — Russie affaiblie, isolée et irrationnelle, Europe appelée à un « réveil » salvateur — repose sur plusieurs biais cognitifs récurrents : ancrage initial dans une prédiction optimiste, manichéisme moral, sélection unilatérale des faits et dramatisation systématique.

Les experts les plus écoutés par les décideurs sont précisément ceux qui partagent le même logiciel stratégique, au détriment du réalisme. Cette narration induit en erreur les décideurs sur trois points décisifs :

- elle sous-estime la résilience russe réelle ;
- elle occulte les coûts économiques et sociaux écrasants pour l'UE ;
- elle surestime la volonté populaire européenne de soutenir une guerre prolongée.

La réalité du terrain — progression russe continue, négociations en cours — met déjà cette ligne en porte-à-faux. **Le réalisme n'est ni russophilie ni relativisme : c'est refuser de préparer une guerre que l'Europe ne peut pas gagner.**



III — La voie gaullienne : vers une architecture de sécurité européenne inclusive

1. Le bilan sans complaisance

Les faits sont têtus : l'OTAN sans les États-Unis est une coquille vide ; l'Europe est économiquement fragile, industriellement fragmentée et politiquement divisée ; l'opinion publique n'adhère pas. Telle qu'elle nous est présentée par l'UE et certains cercles stratégiques, la préparation à la guerre repose

sur une lecture idéologique et fédéraliste, non sur le réalisme. L'Europe n'en a ni les moyens matériels ni la volonté populaire.

2. La vision gaullienne : dialoguer plutôt qu'encercler

De Gaulle considérait la Russie comme un partenaire nécessaire à l'équilibre continental et non comme un ennemi permanent. Il privilégiait le dialogue avec toutes les puissances, y compris l'URSS, afin de préserver la souveraineté française. La seule voie gaullienne est de rompre avec la logique des blocs et d'instaurer **une architecture de sécurité européenne souveraine, inclusive de l'Atlantique à l'Oural.**

La diplomatie doit donc reprendre ses prérogatives. Car à un moment ou à un autre, nous aurons besoin des énergies russes pour relancer notre économie. Face à la puissance montante de la Chine, qui accélère, l'Europe a-t-elle les moyens de se tromper d'enjeux ?

3. Une initiative française concrète

Dans cette perspective, la France, puissance nucléaire indépendante et membre permanent du Conseil de sécurité, est la mieux placée pour porter une conférence européenne de paix. Il lui faudrait néanmoins changer de discours et d'attitude — ce qui est parfaitement possible dès lors que sont privilégiés les intérêts français et plus largement européens.

Une telle initiative devrait reposer sur trois piliers :

- Neutralité militaire de l'Ukraine, **garantissant la sécurité de Kiev sans menacer Moscou ;**
- Garanties de sécurité réciproques, **engageant toutes les parties ;**
- Architecture collective incluant la Russie, **fidèle à la vision gaullienne d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural.**

Conclusion — Choisir entre le réalisme et l'aventure

La paix n'est pas faiblesse ; elle est la plus haute expression de la souveraineté quand elle est fondée sur le réalisme et l'intérêt national.

La France doit choisir : redevenir une puissance d'équilibre ou devenir le fer de lance d'une aventure collective dont elle paiera certainement le prix le plus lourd. Persister dans cette voie exposerait la France à devenir le bouclier d'une Europe fédérale impuissante, au moment précis où les États-Unis se désengagent et où la Russie démontre sa résilience.

La sagesse est de refuser le suivisme atlantiste comme le fédéralisme impuissant ; de prioriser la souveraineté énergétique, industrielle et démocratique de la nation ; de recentrer l'Europe sur une coopération entre nations souveraines, réaliste et courageuse.

De Gaulle n'aurait pas accepté que Paris devienne le moteur d'une Europe supranationale construite sur le conflit. Ses nombreux écrits en attestent. L'Europe des nations n'est pas condamnée — mais elle doit regarder les réalités en face.

SIMULATION DE FRAPPES RUSSES EN EUROPE

✓ Tableau comparatif des risques d'escalade russe directe contre l'Europe

(Scénarios réalistes – mai 2026)

Critère	Allemagne	France	Royaume-Uni
Cible militaire prioritaire	Clay Kaserne (Wiesbaden) – hub logistique OTAN	Base aérienne de Saint-Dizier ou site SCALP	RAF Fairford ou centre de maintenance Storm Shadow
Probabilité de frappe russe	Très élevée (60-70 %)	Élevée (50-60 %)	Élevée (45-55 %)
Type de frappe initiale	Conventionnelle précise (missiles/drones)	Conventionnelle précise	Conventionnelle précise
Impact économique direct	Très fort (disruption logistique + énergie)	Fort (énergie + industrie défense)	Fort (énergie + Livre sterling)
Réponse OTAN probable	Article 4 + renforcement Est (~60 %)	Article 4 + mobilisation diplomatique (~70 %)	Article 4 modéré (~55 %)
Conséquences politiques intérieures	Crise gouvernementale immédiate Explosion AfD en ex-RDA Division Est/Ouest	Accélération de la fragmentation Montée souverainistes/gaullistes Paralysie ou élections anticipées	Crise gouvernementale travailliste Débat sur l'engagement excessif
Risque de désescalade rapide	Moyen (pression interne forte)	Élevé (fragmentation politique)	Moyen (fragilité économique)
Risque d'escalade supplémentaire	Élevé (Zeitenwende + discours militariste)	Moyen (discours ferme mais moyens limités)	Moyen (discours dur mais capacités réduites)
Niveau de risque global	Très élevé	Élevé	Élevé

✓ Tableaux sur les pertes industrielles estimées

(Scénario d'escalade russe conventionnelle ciblée – mai 2026)

Tableau comparatif global des pertes industrielles (première frappe)

Pays	Cible principale	Secteurs industriels les plus touchés	Perte estimée au 1er trimestre (en % du PIB)	Perte estimée en milliards € (1er trimestre)	Durée estimée de disruption majeure	Conséquences sectorielles principales
Allemagne	Clay Kaserne (Wiesbaden) – hub OTAN	Logistique, chimie, automobile, machines-outils	0,8 – 1,5 %	35 – 65 Md €	6–12 mois	Arrêt partiel des chaînes d'approvisionnement, hausse des coûts énergétiques, ralentissement de l'export
France	Base aérienne de Saint-Dizier / site SCALP	Aéronautique-défense (Dassault, Safran, MBDA), énergie	0,4 – 0,8 %	12 – 24 Md €	4–9 mois	Perturbation des programmes Rafale/SCALP, hausse des coûts de production aéronautique
Royaume-Uni	RAF Fairford / centre Storm Shadow	Défense, énergie, logistique portuaire	0,6 – 1,2 %	18 – 35 Md €	5–10 mois	Perturbation des livraisons Storm Shadow, pression sur l'industrie navale et aéronautique

Tableaux détaillés des pertes industrielles sectorielles (1er trimestre)

Allemagne

Secteur	Perte estimée	Conséquences concrètes
Logistique & transport	12–20 Md €	Blocage des flux OTAN vers l'Ukraine
Chimie & pharmacie	8–12 Md €	Hausse des coûts de production
Automobile & équipement	10–18 Md €	Ralentissement des exportations
Machines-outils	5–10 Md €	Chute des commandes industrielles
Total	35–65 Md €	—

France

Secteur	Perte estimée	Conséquences concrètes
Aéronautique & défense	6–12 Md €	Retard des programmes Rafale/SCALP
Énergie & nucléaire	3–6 Md €	Tension sur le réseau électrique
Industries de haute tech	3–6 Md €	Perturbation des chaînes d'approvisionnement
Total	12–24 Md €	—

Royaume-Uni

Secteur	Perte estimée	Conséquences concrètes
Défense & aéronautique	7–14 Md €	Retard des programmes Storm Shadow
Énergie & logistique	6–12 Md €	Hausse des prix de l'énergie
Services financiers	5–9 Md €	Pression sur la Livre sterling
Total	18–35 Md €	—